

CAA du Snes-FSU

Hénin-Beaumont, le 13 septembre 2024

MOTION PALESTINE



Le conflit israélo-palestinien n'a pas commencé avec les attaques terroristes du 7 octobre 2023 mais la guerre à Gaza a replacé la question palestinienne au cœur de questions politiques auxquelles le mouvement syndical ne peut rester étranger.

Nous ne pouvons pas en effet nous résigner à laisser un État et son armée massacrer les populations civiles de Gaza et les condamner à vivre dans un territoire assiégé, affamé et réduit aujourd'hui aux décombres où toutes les infrastructures, eau, électricité, assainissement, écoles et hôpitaux ont été systématiquement ciblées. Notre solidarité de professionnels de l'éducation, de travailleurs, de citoyens va évidemment à toutes les victimes des violences inouïes qui se déchaînent là-bas et qui frappent notamment de nombreux enseignant-es palestinien-nes ainsi que leur élèves

Mais, au-delà de cette solidarité, cette guerre nous implique aussi « politiquement » et nous ne pouvons lui échapper.

Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur une entreprise de colonisation des territoires occupés de Cisjordanie et de Jérusalem-Est contraire aux résolutions de l'ONU. La guerre sert très cyniquement à Netanyahu à fixer l'attention internationale sur Gaza et la guerre contre le Hamas, ce qui laisse les mains libres aux colons et à l'armée pour voler toujours plus la terre des palestiniens et leur mener une autre guerre de harcèlement systématique.

Nous ne pouvons pas nous résigner à rester impuissants face aux tentations de nettoyage ethnique et de génocide telles qu'elles ont été dénoncées par la Cour Internationale de Justice et la Cour Pénale Internationale, d'un gouvernement Netanyahu où siègent des ministres suprémacistes juifs qui au nom de conceptions religieuses intégristes veulent instaurer un État raciste et qui n'hésitent plus à se déclarer pour l'expulsion des arabes voire pour leur extermination.

Nous ne pouvons pas tolérer que ce même gouvernement qui fait le choix, bien avant le 7 octobre, de la confrontation armée avec les composantes du peuple palestinien, s'engage aujourd'hui dans une escalade militaire avec ses voisins au risque de déclencher une nouvelle guerre régionale contre le Liban, la Syrie ou l'Iran. Nous ne savons que trop bien, en Europe, que ce genre d'aventures guerrières peut nourrir les projets les plus fous.

Les États-Unis enchaînent les déclarations de façade en faveur d'un cessez-le-feu mais ne se donnent pas les moyens de l'imposer au moyen de sanctions et pire, qui continuent à livrer des armes à l'État d'Israël et lui garantissent son impunité. Une telle démission contribue à un ordre international de plus en plus brutal et conflictualisé.

Nous nous indignons de l'inaction complice de notre gouvernement et de l'Union Européenne qui se refusent toujours à reconnaître un État de Palestine alors qu'une menace existentielle pèse comme jamais sur le peuple palestinien. En refusant de plaider devant l'ONU et ses juridictions la cause des

palestiniens, nos gouvernements renoncent aussi à faire vivre le droit international et les protections qu'il garantit aux populations.

Nous dénonçons les manœuvres politiques qui, ici, cherchent à amalgamer ceux qui dénoncent la politique criminelle de l'État d'Israël à des antisémites pour les discréditer aux yeux de l'opinion publique. L'antisémitisme doit être combattu, et nous le combattons fermement, mais l'instrumentalisation de cette cause, son dévoiement, est un piège mortifère qui fracture un peu plus la communauté nationale.

Nous ne laisserons pas les forces réactionnaires de ce pays refuser à la gauche et au mouvement social le droit de s'exprimer. Le prétendu soutien du RN à la communauté juive est hypocrite, aucune victime de l'oppression raciale n'a rien à attendre de ce parti qui a fait de la xénophobie son fonds de commerce électoral. Le cynisme du camp présidentiel pour caricaturer les défenseurs de la cause palestinienne, a cherché à diviser les voix de la gauche aux élections.

Pour toutes ces raisons, plus que jamais le SNES FSU appelle à manifester et à soutenir les initiatives du collectif pour une paix juste et durable en faveur d'un cessez-le-feu immédiat, de la libération de tous les otages et des prisonniers politiques palestiniens et de l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire vers Gaza. Nos mobilisations doivent faire pression sur le gouvernement français et l'Union européenne pour reconnaître l'État de Palestine et appliquer des sanctions contre Israël jusqu'à ce que celui-ci se conforme aux résolutions de l'ONU. La coopération militaire et sécuritaire avec Israël, les accords commerciaux doivent être suspendus. Les ventes d'armes à Israël, notamment par la France, doivent évidemment cesser et le SNES FSU se mobilisera dans ce sens, notamment par le soutien à la campagne "Stop arming Israël".

Au-delà de ces exigences immédiates, le SNES FSU estime qu'une paix juste et durable est possible dans le cadre des résolutions de l'ONU à savoir le droit des Palestiniens à l'autodétermination quant à leur avenir national, l'arrêt de la colonisation, la fin de l'occupation de la Cisjordanie et la garantie de la sécurité de l'État d'Israël.

Le règlement final du conflit appartient aux populations concernées. Cet avenir est peut-être lointain mais la longue résistance palestinienne qu'on refuse de confondre avec les crimes de guerre et les actes terroristes du Hamas, notamment du 7 octobre, et les mobilisations massives en Israël contre la guerre de Netanyahu nous montrent que l'espoir est bien du côté des peuples, de celles et ceux qui se battent pour un monde plus juste.

POUR 41 UNANIMITE

ADOPTÉE à l'unanimité (41)